

ENSEIGNEMENT EN INTÉGRATION ET SPÉCIALISÉ

Le guide pour y voir plus clair !



ESENCA



www.esenca.be

Éditrice responsable : Ouiam MESSAOUDI

Siège social : rue Saint-Jean, 32-38 - 1000 Bruxelles

Accès public : place Saint-Jean, 1 - 1000 Bruxelles • **Contact Center** : 02 515 19 19

Numéro d'entreprise : 0416 539873 • **RPM** : Bruxelles • **IBAN** : BE81 8778 0287 0124

Tél. : 02 515 02 65 • esenca@solidaris.be • www.esenca.be



Avec le soutien de :



Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	6
Première partie : L'intégration scolaire dans l'enseignement ordinaire	8
Les objectifs poursuivis par les mesures liées à l'intégration en enseignement ordinaire... <td>8</td>	8
Intégration des élèves de l'enseignement spécialisé	9
Quand et comment se met en place un processus d'intégration ?.....	9
Les types d'intégration	10
Quel accompagnement ?	11
Quand l'intégration se termine-t-elle ?.....	12
Que faire en cas de prolongation du projet d'intégration en cours d'année scolaire ?.	12
Que se passe-t-il si l'intégration échoue ? Qui doit-on prévenir ? Que se passe-t-il avec les périodes octroyées ?.....	12
La direction d'une école de l'enseignement spécialisé peut-elle refuser une intégration ?.....	13
Que faire en cas de refus d'inscription scolaire ?.....	13
Les pôles territoriaux.....	15
Missions collectives relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes	16
Missions individuelles à l'égard des élèves inscrits dans les écoles coopérantes	16
Quelles articulations entre les pôles territoriaux ?	16
Les classes et implantations à visée inclusive.....	17
Questions/réponses	18
Un élève de l'enseignement ordinaire qui n'a jamais été inscrit dans l'enseignement spécialisé peut-il bénéficier du mécanisme de l'intégration ?	18
La direction d'un centre PMS peut-elle refuser une intégration ?	18
Quelles démarches effectuer lorsqu'un élève intégré doit déménager et par conséquent changer d'école ?	18
Comment interrompre une intégration en cours de processus ?	18
Est-il possible d'intégrer un élève pour lequel l'attestation d'orientation précisant le type d'enseignement spécialisé correspondant aux besoins de l'élève n'a pas encore été délivrée ?.....	19
Deuxième partie : les aménagements raisonnables.....	21
Les principes.....	21
Comment considérer qu'un aménagement est raisonnable ou disproportionné ?.....	22
La démarche à suivre pour bénéficier d'un aménagement raisonnable	23
La procédure de conciliation et le recours devant la commission	24

Troisième partie : L'enseignement spécialisé.....	27
Qu'est-ce que l'enseignement spécialisé ?	27
Le CPMS (Centre psycho-médical-social)	28
Comment se déroule l'organisation dans l'enseignement spécialisé ?	29
Comment est organisé l'enseignement spécialisé ?.....	30
Les différents types et formes de l'enseignement spécialisé	30
Les degrés de maturité (enseignement primaire)	31
Les formes d'enseignement (enseignement secondaire)	33
Enseignement de forme 1 – Enseignement d'adaptation sociale	33
Enseignement de forme 2 – Enseignement d'adaptation sociale et professionnelle ..	33
Enseignement de forme 3 – Enseignement professionnel.....	33
Enseignement de forme 4 – Enseignement général, technique, artistique ou professionnel.....	34
Tableaux récapitulatifs	34
Qui retrouve-t-on dans l'enseignement spécialisé ?	35
Le plan individuel d'apprentissage	37
Le plan individuel de transition	39
Après l'enseignement spécialisé	40
Le certificat d'étude de base	40
L'enseignement supérieur.....	40
Transports scolaires.....	43
En Région wallonne	43
En Région de Bruxelles-Capitale	43
Les fonds régionaux.....	45
Coordonnées	47
Coordinnées des CPMS et des CPMSS	47
Unia	47
La liste des pôles territoriaux	47
Enseignement.be - Pôles territoriaux : vers une école inclusive	47
Annexes	48
Références.....	49
Esenca	51
Nos missions.....	51
Nos services.....	51



Avant-propos

La présente brochure est rédigée à l'aide des circulaires et textes législatifs en vigueur au moment de son écriture.

L'objectif de cette dernière est de rendre compte de l'organisation de l'enseignement spécialisé et en intégration telle que définie dans la législation au vu de ses récents changements. Des évolutions sont susceptibles de survenir après la publication de cette brochure.

Des incompréhensions et inquiétudes persistent dans le chef des parents quant à certains changements dans l'enseignement spécialisé et en intégration. Si c'est votre cas, n'hésitez pas à faire part de vos réalités auprès de notre association.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Patrick Beaufort Conseiller – Cellule institutionnelle – CECP (Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces).

Cette brochure a été réalisée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Introduction

Introduction

Suite à de nombreuses demandes du terrain, mais aussi compte tenu de l'évolution de notre société, d'importantes réformes ont eu lieu dans le cadre de l'enseignement. Depuis 2014, un ambitieux projet a été entamé, il vise notamment à améliorer les performances de notre système éducatif et à réduire les inégalités sociales. Il s'agit du Pacte pour un enseignement d'excellence qui consiste en un ensemble de réformes dont l'objectif prioritaire est d'améliorer l'enseignement de la maternelle à la secondaire.

Il s'agit d'initier un nombre important de réformes qui visent à l'amélioration de notre système éducatif à tous les niveaux, enseignement fondamental et enseignement secondaire.

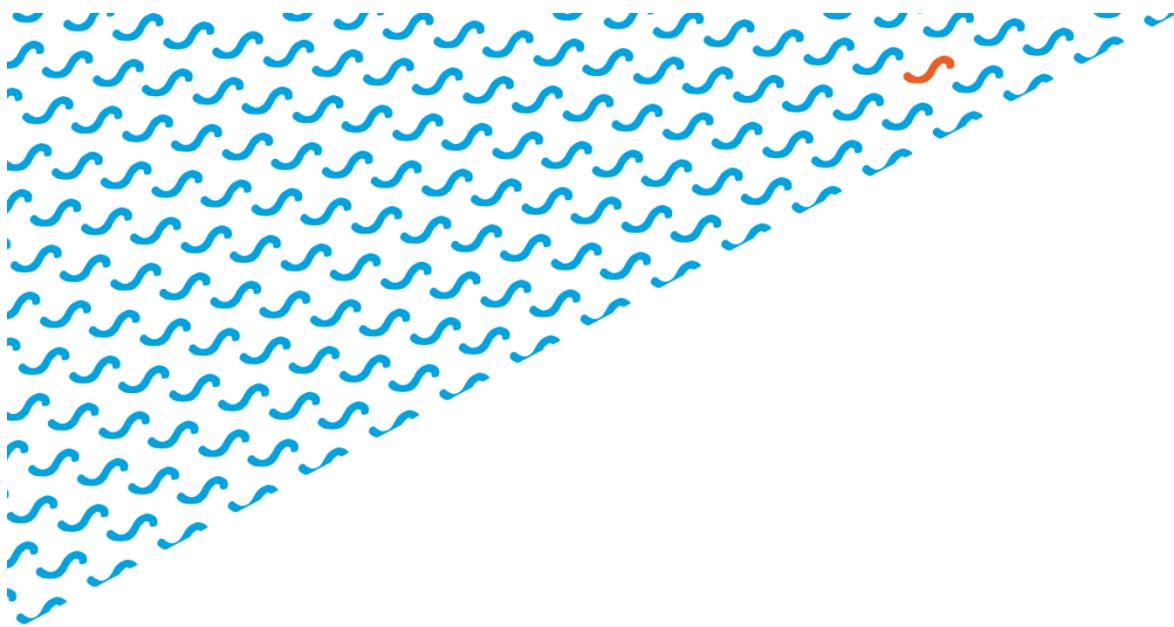
Tout jeune âgé de 5 à 18 ans résidant en Belgique, quels que soient sa nationalité et son statut, est soumis à l'obligation scolaire, que ce soit dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement spécialisé. L'accès à l'enseignement obligatoire est gratuit et aucun minerval ne peut être réclamé. Néanmoins, certains frais tels que les sorties et les fournitures scolaires sont à charge des parents dans l'enseignement primaire et secondaire.

L'élève à besoins spécifiques peut, sous certaines conditions, fréquenter l'enseignement ordinaire, par exemple, grâce au dispositif de l'intégration scolaire. Ce dispositif lui permet de suivre une scolarité qui réponde au mieux à ses besoins et qui lui permette de s'intégrer au sein de la société, et cela également une fois l'âge adulte atteint.

L'élève peut également suivre des cours à domicile.

Un des objectifs de notre association est d'informer au mieux les personnes en situation de handicap, mais aussi les parents et leurs proches de leurs droits.

Nous sommes conscients des difficultés que peuvent rencontrer les parents tout au long de ce parcours scolaire, qui peut malheureusement très vite ressembler à un parcours du combattant. C'est pour toutes ces raisons que nous avons rédigé cette brochure afin de donner aux parents des outils leur permettant de mieux comprendre, orienter la trajectoire de l'élève par rapport à ses besoins, mais aussi de réagir adéquatement à des décisions de refus ou des discriminations.



PREMIÈRE PARTIE

L'INTÉGRATION SCOLAIRE DANS L'ENSEIGNEMENT ORDINAIRE

Esenca

Première partie : L'intégration scolaire dans l'enseignement ordinaire



Les objectifs poursuivis par les mesures liées à l'intégration en enseignement ordinaire

L'intégration est une réponse adaptée permettant à un élève de préparer son intégration professionnelle future. Ce processus doit être construit avec les différents acteurs de terrain tout en respectant les choix et potentialités de l'élève.

Ce dernier doit toujours être au centre des priorités de l'équipe éducative qui l'accompagne.

Ce dispositif d'intégration scolaire permet à l'élève de fréquenter l'enseignement ordinaire soit de manière temporaire ou de manière permanente tout en bénéficiant d'un accompagnement, à certains moments, d'un membre du personnel de l'enseignement spécialisé.



Intégration des élèves de l'enseignement spécialisé

Intégration des élèves de l'enseignement spécialisé

Quand et comment se met en place un processus d'intégration ?

Depuis la rentrée scolaire 2022-2023, le projet d'intégration permanente totale concerne uniquement les élèves inscrits et ayant fréquenté régulièrement l'enseignement spécialisé depuis au moins le 15 octobre de l'année scolaire précédente.

Le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé prévoit la procédure à suivre :

1. La demande d'intégration est introduite¹ auprès de la direction de l'enseignement spécialisé soit par :
 - le conseil de classe de l'établissement d'enseignement spécialisé,
 - le centre Psycho Médico-Social (CPMS) de l'enseignement spécialisé,
 - les parents,
 - l'équipe éducative d'un enseignement ordinaire.
2. Une concertation avec tous les acteurs repris ci-dessus doit avoir lieu et celle-ci doit déboucher sur un avis favorable signé par tous.
3. Lorsque la demande d'intégration est acceptée, la définition d'un projet d'intégration adapté aux besoins de l'élève est recherchée :
 - par le conseil de classe de l'école d'enseignement spécialisé assisté par l'organisme qui assure la guidance de l'élève,
 - l'équipe éducative de l'école d'enseignement ordinaire concernée assistée par le CPMS qui assure la guidance des élèves de l'école.
4. Le protocole d'intégration est signé par tous les partenaires.

¹ À noter que les intégrations permanentes totales, la demande prend effet au 1^{er} septembre de l'année scolaire. Les autres types d'intégration peuvent être entamés à tout moment dans l'année scolaire.

5. L'intégration doit débuter à la date prévue sur le protocole.

Le protocole d'intégration doit contenir :

- le projet d'intégration (synthèse du dossier de l'élève, les objectifs visés, les équipements spécifiques, les besoins de l'élève en matière de transport et le dispositif de liaison entre les deux écoles);
- les modalités d'accompagnement et le choix du personnel;
- les modalités de concertation et les modalités d'évaluation interne de l'intégration;
- l'accord des deux CPMS;
- l'accord des deux directions;
- l'accord des parents, de la personne responsable ou du jeune s'il est majeur,
- le tableau synoptique de l'évolution de l'intégration et le bilan de l'intégration

Le protocole est conservé au sein de l'établissement d'enseignement spécialisé et une copie est également conservée au sein de l'établissement de l'enseignement ordinaire.

Le protocole est aussi à disposition des Services de l'inspection et de la vérification.

Les types d'intégration

L'intégration permanente totale (IPT) :

L'élève qui est en intégration permanente totale est inscrit dans l'école d'enseignement ordinaire et la fréquente à temps plein pendant toute l'année scolaire tout en bénéficiant en fonction de ses besoins, d'un accompagnement assuré par l'enseignement spécialisé.

L'élève génère des moyens au pôle territorial auquel est affiliée l'école afin d'organiser cet accompagnement.

(Remarque : cet accompagnement restera prévu du 1/9/2021 jusqu'à la fin de l'année scolaire 2025/2026).

L'école d'enseignement ordinaire est responsable de la certification de l'élève. La délivrance des attestations et des certificats sera délivrée selon la réglementation en vigueur et relative à l'enseignement ordinaire, fondamental et secondaire.

Les intégrations partielles :

On parle d'intégration permanente partielle lorsque l'élève suit certains cours dans l'enseignement ordinaire et les autres dans l'enseignement spécialisé pendant toute l'année scolaire.

L'élève est accompagné par l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit.

On parle d'intégration temporaire partielle lorsque l'élève suit une partie des cours dans l'enseignement ordinaire et les autres dans l'enseignement spécialisé pendant une ou des périodes déterminées d'une année scolaire.

En ce qui concerne les intégrations partielles, c'est l'école d'enseignement spécialisé qui est responsable de la certification de l'élève. La délivrance des attestations et certificats sera délivrée selon la réglementation en vigueur et relative à l'enseignement spécialisé, fondamental et secondaire.

En résumé² :

Intégration permanente totale	Intégration permanente partielle	Intégration temporaire partielle
Dès que le protocole est signé, quand commence l'intégration ?		
Au premier jour de l'année scolaire		À tout moment de l'année
Où l'élève est-il inscrit ?		
Dans l'école d'enseignement ordinaire	Dans l'école dans l'enseignement spécialisé	
Où se trouve physiquement l'élève ?		
Dans l'école d'enseignement ordinaire	Dans l'école d'enseignement ordinaire et dans l'école dans l'enseignement spécialisé	
Qui assure l'accompagnement des élèves ?		
Un (ou des) membre(s) du personnel de l'école d'enseignement spécialisé tel(s) que prévu(s) par le protocole d'intégration (enseignant, psychologue, puéricultrice, assistant social, logopède...)		
	L'accompagnement n'est pas obligatoire.	

Quel accompagnement ?

Le décret de 2008 impose à tous les établissements scolaires ordinaires d'inscrire dans leur projet d'école la volonté d'intégrer les élèves à besoins spécifiques et tenter de trouver une solution.

L'intégration est un projet personnalisé et l'accompagnement est adapté aux besoins spécifiques de chaque élève. Ce travail doit se réaliser en collaboration avec les différents partenaires qui collaborent dans le cadre du projet d'intégration.

Pour que ces types d'intégration soient bénéfiques pour les élèves à besoins spécifiques, la collaboration entre les partenaires concernés (dont les parents) est primordiale, ces différents acteurs doivent pouvoir échanger, collaborer et donc avoir des contacts réguliers.

Lorsqu'un élève à besoins spécifiques intègre l'enseignement ordinaire, il est important que les élèves de la classe qu'il va rejoindre aient connaissance de son handicap et des difficultés qu'il rencontre. Il faudra donc prendre un temps pour expliquer quels sont les besoins de leur nouveau camarade de classe.

² Source du tableau : Circulaire 8226 du 23/08/21 Organisation des écoles d'enseignement fondamental spécialisé.

L'intégration d'un élève à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire est souvent très bénéfique tant pour l'élève qui en bénéficie que pour ses camarades de classe.

La stimulation au contact des autres élèves constitue un apport non négligeable. Pour les élèves relevant de l'enseignement ordinaire, l'intégration des élèves à besoins spécifiques au sein de leur établissement scolaire est également positive. En effet, ils développent une plus grande ouverture par rapport aux différences et des attitudes positives par rapport au handicap de leur compagnon de classe. Ils abordent et rencontrent la relation au handicap, la relation et la construction de la « norme », la solidarité... avec des conséquences très constructives.

Les élèves pourront également bénéficier des aides pédagogiques qui sont mises en place pour permettre l'intégration de l'élève à besoins spécifiques.

À noter que pour arriver à ces progrès, il faut permettre à l'élève de participer à toutes les interactions sociales qui ont lieu au sein de la classe et de l'école de manière à ce qu'il puisse être stimulé par ses compagnons de classe et qu'il ne se sente pas rejeté.

Quand l'intégration se termine-t-elle ?

Pour l'intégration permanente totale : elle se termine au terme de l'année scolaire, chacun des partenaires du protocole peut demander de mettre fin à l'intégration et le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé.

Pour l'intégration permanente et temporaire partielle : elle se termine au terme de chaque période d'intégration.

Que faire en cas de prolongation du projet d'intégration en cours d'année scolaire ?

La direction doit compléter une Annexe 4 dont une partie est déjà préremplie par l'administration et la faire signer par tous les partenaires. Ensuite, l'école d'enseignement spécialisé envoie une copie du document à l'administration.

Que se passe-t-il si l'intégration échoue ? Qui doit-on prévenir ? Que se passe-t-il avec les périodes octroyées ?

Les partenaires du protocole d'intégration peuvent mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé en cours d'année scolaire. La décision doit être collégiale et motivée.

La décision doit être communiquée à l'administration dans les 30 jours calendrier de ladite décision.

Dès que la décision est prise, l'élève retourne à temps plein dans l'école d'enseignement spécialisé. Un retour vers l'enseignement ordinaire est possible moyennant avis obligatoire, mais non contraignant du CPMS.

Les périodes octroyées restent dans l'école d'enseignement ordinaire jusqu'à la fin de l'année scolaire.

La direction d'une école de l'enseignement spécialisé peut-elle refuser une intégration ?

Si une école n'est pas prête à organiser un accompagnement à l'intégration, il n'est pas possible de l'y obliger. Chaque partenaire qui a marqué son désaccord lors de la concertation doit motiver par écrit sa position à la direction de l'établissement scolaire s'il s'agit d'une école d'enseignement spécialisé organisé par Wallonie Bruxelles Enseignement (WBE) ou au pouvoir organisateur dans le cadre d'une école d'enseignement spécialisé subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les motivations doivent être conservées dans l'école d'enseignement spécialisé à disposition du service inspection.

Il n'y a pas de recours possible si un partenaire refuse le projet d'intégration, mais il est toujours possible d'envisager une intégration avec d'autres partenaires.

Que faire en cas de refus d'inscription scolaire ?

Le chef d'établissement qui ne peut inscrire un élève qui en fait la demande est dans l'obligation de lui remettre une attestation de demande d'inscription sur laquelle figurent le motif du refus de l'inscription et les coordonnées des Commissions d'inscription, spécifique à chaque réseau d'enseignement.

Ces Commissions assisteront l'élève et ses parents en vue de l'inscrire dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Elles interviennent également en cas d'exclusion d'élève en proposant son inscription dans un autre établissement scolaire.

Un directeur ou un pouvoir organisateur n'est pas tenu d'inscrire :

- L'élève qui ne répond pas aux conditions d'admission,
- En cas d'insuffisance de locaux disponibles,
- Lorsqu'une école doit, pour des raisons d'insuffisance de locaux disponibles uniquement, limiter le nombre d'élèves qu'elle accueille, le directeur dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, en informe immédiatement la Direction générale de l'enseignement obligatoire,
- L'élève majeur (ou les parents qui le représentent) qui refuse de signer le document par lequel il souscrit aux droits et obligations figurant dans les projets éducatif, pédagogique, d'école, ainsi que dans les règlements des études et d'ordre intérieur,
- L'élève majeur qui a été exclu définitivement d'une école alors qu'il était majeur,
- Pour les écoles organisées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, au sein du 1er degré de l'enseignement secondaire de forme 4, l'élève orienté vers une année complémentaire.

Si un établissement scolaire ordinaire refuse l'inscription d'un élève à besoins spécifiques, il n'existe pas encore de possibilités de recours.

La loi anti-discrimination du 10 mai 2007 ne s'applique pas au niveau de l'enseignement, car à l'heure actuelle, elle n'a de compétence qu'au niveau fédéral³. Cette situation est appelée à évoluer, néanmoins, nous conseillons aux parents d'informer Unia.

En effet, bien qu'Unia ne soit pas encore **actuellement** compétent pour gérer les plaintes au niveau scolaire, il est important qu'il ait connaissance des difficultés que les parents d'élèves en situation de handicap peuvent rencontrer lorsqu'ils souhaitent inscrire leur élève dans l'enseignement ordinaire, car il s'agit bien là d'une forme de discrimination.

Dans ces situations, Esenca interpelle également la Communauté française pour l'informer des problèmes que les parents peuvent rencontrer au moment de l'inscription d'un élève à besoins spécifiques alors que le décret 2008 impose à tous les établissements scolaires ordinaires d'inscrire dans leur projet d'école la volonté d'intégrer les élèves à besoins spécifiques et tenter de trouver une solution.

Les coordonnées d'Esenca et d'Unia se trouvent à la fin de cette brochure.

³ Il existe toutefois le Décret relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination du 12 décembre 2008, adopté au niveau de la Communauté française.





Les pôles territoriaux

Les pôles territoriaux

Le Pacte d'excellence a instauré un nouvel acteur dans la mise en place des aménagements raisonnables et dans l'intégration des élèves à besoins spécifiques au sein des écoles ordinaires (écoles coopérantes) à savoir les pôles territoriaux. Ces derniers seront pleinement effectifs en 2026, une période transitoire a débuté lors de la rentrée scolaire 2022-2023.

Les pôles territoriaux sont des structures attachées à des écoles spécialisées désignées comme « écoles sièges ». Ces pôles bénéficient donc de l'expertise développée depuis de nombreuses années dans les écoles spécialisées, notamment au départ du mécanisme de l'intégration permanente totale.

Chaque « école siège » peut décider de collaborer avec une ou plusieurs écoles spécialisées qui seront désignées comme « écoles partenaires ».⁴

Un pôle territorial est soumis à l'autorité du directeur de « l'école siège ». Il est piloté par un coordonnateur et peut être composé de professionnels aux profils variés⁵ :

- Enseignants ayant idéalement une expérience dans l'enseignement spécialisé
- Puériculteurs
- Personnel auxiliaire d'éducation
- Personnel social
- Personnel psychologique
- Personnel paramédical (logopède, ergothérapeute, infirmier, kinésithérapeute, orthoptiste, etc.)

Les missions remplies par les pôles sont multiples. Toutefois, on peut distinguer deux axes principaux :

- Les missions collectives relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes
- Les missions individuelles à l'égard des élèves inscrits dans les écoles coopérantes

Leurs interventions consistent donc à soutenir l'école en termes d'organisation et d'information sur les besoins spécifiques, que dans le soutien à l'équipe éducative pour l'adaptation des pratiques pédagogiques.

⁴ <http://www.enseignement.be/index.php?page=28585&navi=>

⁵ À noter qu'actuellement les pôles fonctionnent avec 30% de leur effectif et qu'ils se compléteront progressivement jusqu'en 2026.



Missions collectives relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes

Les pôles territoriaux auront pour mission d'une part d'informer les équipes éducatives, élèves et parents d'élèves sur les aménagements raisonnables et l'intégration permanente totale. D'autre part, d'accompagner et soutenir les membres de l'équipe éducative des écoles coopérantes (conseil et mise à disposition d'outils).

Ils devront également accompagner les écoles coopérantes dans l'élaboration de protocoles d'aménagements raisonnables lorsqu'une prise en charge individuelle de l'élève par le pôle s'avère nécessaire.

Enfin, ils devront assurer le lien entre les différents partenaires et faciliter l'échange d'expériences.

Missions individuelles à l'égard des élèves inscrits dans les écoles coopérantes

Les pôles auront pour mission :

- d'accompagner individuellement les élèves à besoins spécifiques, dans le cadre des aménagements raisonnables, si cela s'avère nécessaire au regard de leurs besoins,
- d'accompagner les élèves à besoins spécifiques dans le cadre du dispositif d'intégration permanente totale,
- de collaborer à l'évaluation des protocoles des élèves suivis individuellement,
- le cas échéant d'accompagner vers une orientation dans l'enseignement spécialisé en cas d'insuffisance des aménagements raisonnables.

Quelles articulations entre les pôles territoriaux ?

Comme expliqué ci-dessus, chaque pôle territorial est rattaché à une école de l'enseignement spécialisé « école siège » et doit conclure une convention de coopération avec suffisamment d'écoles de l'enseignement ordinaire « écoles coopérantes » afin qu'elles totalisent au moins 12 300 élèves inscrits. Le pôle peut également signer des partenariats avec d'autres écoles de l'enseignement spécialisé « écoles partenaires ».

La volonté du législateur est qu'en étant attachés à une école d'enseignement spécialisé, les pôles territoriaux bénéficient de l'expertise développée sur le terrain dans l'enseignement spécialisé, notamment, au départ du mécanisme de l'intégration. Cette modalité permettra de mettre à disposition du personnel expérimenté de l'enseignement spécialisé dans les écoles de l'enseignement ordinaire⁶.

De nombreuses inquiétudes existent suite à ce changement important. Il faudra évaluer si dans les faits les objectifs annoncés seront rencontrés.

⁶ Circulaire 8111, Information sur les principes des « pôles territoriaux » et modalités d'introduction des dossiers de candidature pour l'obtention d'un poste de coordonnateur, https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/48681_000.pdf

Afin de continuer à faire évoluer les textes vers une réelle et effective inclusion, nous avons besoin de vos témoignages et retours des réalités de terrain.

Les classes et implantations à visée inclusive

Dans la lignée de l'objectif du Pacte d'excellence sont créées les classes et implantations à visée inclusive. De quoi s'agit-il ?

- Une classe à visée inclusive : Il s'agit d'un groupe de classe d'élèves de moins de 7 élèves à besoins spécifiques inscrits dans l'enseignement spécialisé de type 2 porteurs ou non d'autisme et de type 3 uniquement pour les élèves porteurs d'autisme. La classe est implantée dans l'école d'enseignement ordinaire.
- Une implantation à visée inclusive : Il s'agit d'une composition d'une à plusieurs classes à visée inclusive, composée au minimum de 7 élèves.

L'objectif de ces classes et implantations est de permettre une inclusion sociale et relationnelle d'élèves issus de l'enseignement spécialisé dans un milieu scolaire de vie ordinaire.⁷

Toute école organisant un enseignement spécialisé fondamental ou secondaire de type 2 ou 3 peut organiser une classe ou implantation à visée inclusive. A destination des élèves qui relèvent du type 2 (avec ou sans autisme) ou du type 3 (avec autisme) de même type que celui ou ceux déjà organisés dans l'établissement.

Notons qu'en 2021, la Belgique a été condamnée par le Comité européen des droits sociaux,⁸ car elle ne fournit pas des efforts suffisants permettant de favoriser l'inclusion des enfants porteurs d'un handicap intellectuel au sein de l'enseignement ordinaire primaire et secondaire dépendant de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les classes à visée inclusive sont une des propositions de réponse, mais qui concernent encore trop peu d'élèves.

⁷ Circulaire 7190 du 21 juin 2019 : Création de classes et d'implantations à visée inclusive

⁸ DÉCISION SUR LE BIEN-FONDÉ, Comité européen des droits sociaux, février 2021



Questions/réponses

Questions/réponses

Un élève de l'enseignement ordinaire qui n'a jamais été inscrit dans l'enseignement spécialisé peut-il bénéficier du mécanisme de l'intégration ?

À partir de l'année scolaire 2022/2023, pour bénéficier d'une intégration permanente totale, l'élève devra avoir été inscrit et fréquenter régulièrement l'enseignement spécialisé depuis au moins le 15 octobre de l'année scolaire précédente.

La direction d'un centre PMS peut-elle refuser une intégration ?

Non, il peut uniquement rendre un avis défavorable.

Quelles démarches effectuer lorsqu'un élève intégré doit déménager et par conséquent changer d'école ?

Il faut choisir une école d'enseignement ordinaire et c'est le pôle territorial auquel est rattachée cette école qui sera partenaire.

Le transfert de dossier, dans lequel se trouve notamment le protocole d'intégration, sera demandé par le pôle territorial.

Si l'élève est en intégration totale permanente, la direction de l'école d'enseignement spécialisé devra envoyer une annexe 10 (reprise en fin de brochure) au Cabinet du ministre qui à l'enseignement spécialisé dans ses attributions.

Comment interrompre une intégration en cours de processus ?

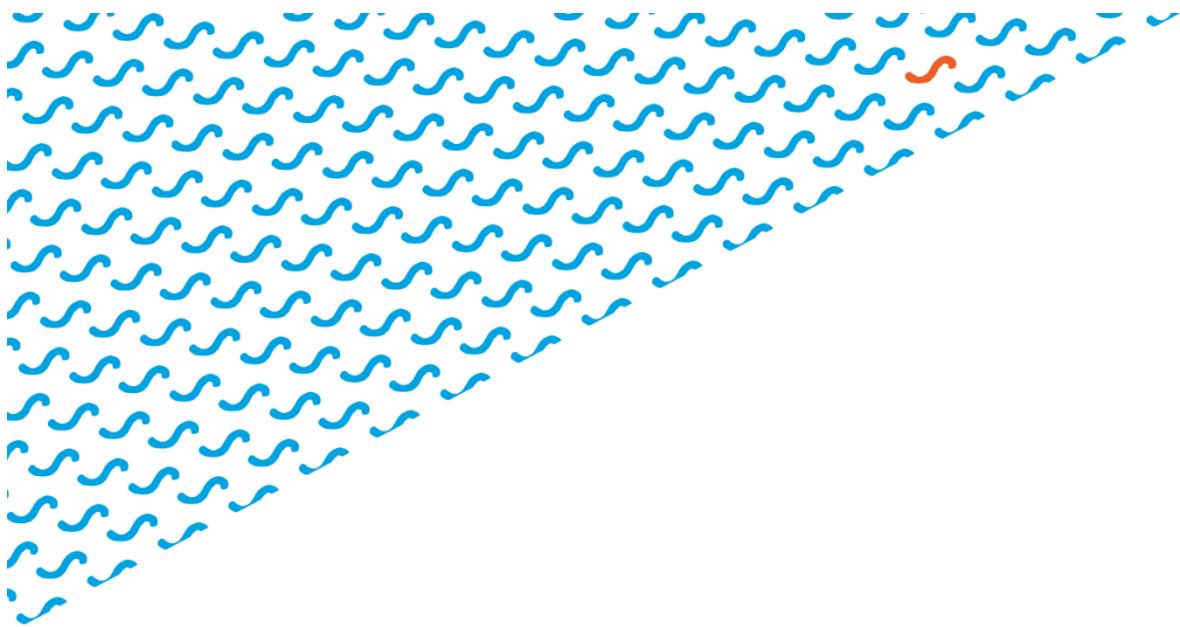
L'intégration va prendre fin à la date connue de l'évènement par les partenaires actuels du protocole d'intégration pour les motifs suivants :

- Une mesure de placement qui a été prise soit par un magistrat, soit par le conseiller ou le directeur d'aide à la jeunesse,
- Un changement de domicile,
- Une séparation des parents qui va entraîner un changement de lieu d'hébergement de l'élève,
- Le passage de l'élève d'un régime d'externat vers un régime d'internat et vice-versa,
- l'accueil d'un élève, sur décision des parents, dans une autre famille ou vers un centre pour raison de maladie, de voyage,
- L'exclusion définitive de l'élève d'une autre école.

En cas de circonstances exceptionnelles, les partenaires actuels du protocole d'intégration peuvent, par décision collégiale motivée, mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé en cours d'année scolaire. La décision doit être communiquée par l'établissement scolaire à l'Administration dans les 30 jours calendrier de ladite décision via l'annexe 4.

Est-il possible d'intégrer un élève pour lequel l'attestation d'orientation précisant le type d'enseignement spécialisé correspondant aux besoins de l'élève n'a pas encore été délivrée ?

Non, sans ce document, l'élève n'étant pas encore inscrit dans l'enseignement spécialisé, il n'y a pas lieu de mettre en œuvre une intégration.



DEUXIÈME PARTIE

LES AMÉNAGEMENTS RAISONNABLES

ESENCA

Deuxième partie : les aménagements raisonnables

Les principes

Les principes

Selon le Décret relatif à l'accueil, à l'accompagnement et au maintien dans l'enseignement ordinaire fondamental et secondaire des élèves présentant des besoins spécifiques du 17 décembre 2017⁹, un aménagement raisonnable en milieu scolaire consiste en un ensemble de «mesures appropriées, prises en fonction des besoins dans une situation concrète, afin de permettre à une personne présentant des besoins spécifiques d'accéder, de participer et de progresser dans son parcours scolaire, sauf si ces mesures imposent à l'égard de l'établissement qui doit les adopter une charge disproportionnée¹⁰».

Tout élève, y compris les élèves à besoins spécifiques, peut fréquenter l'enseignement ordinaire dans l'enseignement belge francophone. Fréquenter l'enseignement ordinaire est un droit pour autant que la situation dans laquelle il se trouve, ne rende pas indispensable une prise en charge par un enseignement spécialisé. Cela nécessite parfois des aménagements raisonnables, des adaptations pour que l'école soit adaptée aux besoins de l'élève. Avec des aménagements raisonnables, l'école devient adaptée à l'élève à besoins spécifiques.¹¹

Les aménagements raisonnables peuvent être :

- **matériels ou immatériels** : infrastructures/locaux scolaires et accessibilité, outils numériques,
- **organisationnels** : grille horaire, passation des épreuves internes et externes
- **pédagogiques** : méthodes, supports et contexte d'apprentissages.

Parfois, plusieurs aménagements sont également nécessaires pour un seul élève.

⁹ Le présent décret a été intégré au Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun du 3 mai 2019.

¹⁰ Décret relatif à l'accueil, à l'accompagnement et au maintien dans l'enseignement ordinaire fondamental et secondaire des élèves présentant des besoins spécifiques du 17 décembre 2017,

https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/44807_000.pdf

¹¹ Unia.be, quels sont aménagement raisonnable ? <https://www.unia.be/fr/domaines-daction/enseignement/que-sont-les-amenagements-raisonnables#:~:text=Les%20am%C3%A9nagements%20raisonnables%20permettent%20aux,personne%20en%20situation%20de%20handicap.>



Comment considérer qu'un aménagement est raisonnable ou disproportionné ?

La Fédération Wallonie-Bruxelles a élaboré **une typologie des aménagements raisonnables** ainsi que **des fiches-outils**¹² qui permettent aux acteurs comme les enseignants, les parents, le CPMS de mettre en place les aménagements raisonnables dans les écoles.

Cette typologie est constituée de différentes fiches, en fonction du public d'élève, divisée en plusieurs rubriques : descriptifs des problèmes rencontrés, qui pose le diagnostic, types d'aménagements raisonnables, aménagements à apporter, acteurs dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables, coût, impact sur l'environnement/l'organisation des écoles et les autres élèves, fréquence, alternative, aménagements raisonnables obligatoires et aménagements raisonnables conseillés.

Les aménagements se retrouvent dans un protocole qui fixe les modalités et les limites de l'aménagement. Il est signé par l'établissement scolaire et les représentants légaux de l'élève s'il est mineur ou par l'élève lui-même s'il est majeur.

Les critères de l'aménagement doivent :	Le caractère raisonnable est évalué sur base :
<ul style="list-style-type: none">● répondre aux besoins de l'élève● permettre de participer aux mêmes activités que les autres● permettre le travail en classe et les déplacements de manière autonome● assurer la sécurité de l'élève● respecter la dignité de l'élève.	<ul style="list-style-type: none">● du coût,● de l'impact sur l'organisation,● la fréquence et la durée prévue de l'aménagement sur les autres élèves,● l'absence ou non d'alternatives

¹²http://www.enseignement.be/index.php?page=23827&do_id=14744&do_check=YAHMFP_OTWV

La démarche à suivre pour bénéficier d'un aménagement raisonnable

- La demande peut se faire par un parent, le CPMS de l'école ou par un membre de l'équipe pédagogique. Il faut joindre un diagnostic écrit par :
 - Un kinésithérapeute
 - Un ergothérapeute
 - Un logopède
 - Un orthopédagogue clinicien
 - Un orthoptiste-optométriste
 - Un psychologue
 - Le Cpms
- Une concertation aura lieu entre les différents acteurs afin d'étudier, d'évaluer et élaborer les aménagements raisonnables. Ces derniers seront repris dans un protocole qui fixe les modalités et les limites des aménagements qui seront mis en place dans les plus brefs délais.
- Une réunion au niveau maternel, deux réunions au niveau primaire et 2 au niveau secondaire aura lieu entre les intervenants afin d'évaluer la pertinence des aménagements et de procéder, si nécessaire, à des réajustements.

Les aménagements seront suivis par la personne de référence au sein de l'établissement scolaire. À défaut, l'enseignant titulaire ou encore la direction qui suit la mise en place des aménagements raisonnables repris dans le protocole.

L'aménagement raisonnable ne vise pas à avantager l'élève en situation de handicap, mais à compenser les désavantages liés à sa situation et à un environnement inadapté afin qu'il puisse évoluer comme tous les autres élèves qui ne sont pas en situation de handicap. Parfois, l'aménagement réalisé peut profiter à d'autres élèves comme des aménagements relatifs à l'infrastructure qui vont également faciliter le quotidien des personnes à mobilité réduite.

Il arrive aussi que certains aménagements raisonnables profitent à d'autres élèves qui ne sont pas en situation de handicap comme un cours disponible en version électronique pour un élève malvoyant ou dyspraxique qui pourra également servir par la suite à un élève absent ou à l'ensemble de la classe.





La procédure de conciliation et le recours devant la commission

La procédure de conciliation et le recours devant la commission

En cas de litige concernant la mise en place d'aménagements raisonnables, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent demander une procédure de conciliation, par lettre recommandée ou par courrier électronique avec accusé de réception, auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

À la demande, il est nécessaire d'annexer les pièces justifiant la demande d'aménagements raisonnables.

La conciliation consiste en un processus de concertation volontaire entre les parties en conflit avec l'intermédiaire d'un tiers indépendant dont l'objectif est de faciliter la communication et d'arriver à une solution.

- L'adresse postale : Direction générale de l'Enseignement obligatoire - Service de Médiation scolaire, rue Adolphe Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles
- L'adresse électronique : mediationscolaire@cfwb.be

Le service de médiation scolaire entame le processus de médiation entre l'établissement scolaire et les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur dans le mois de l'introduction de la demande. Ce délai court le premier jour ouvrable qui suit la réception du courrier recommandé.

Au terme du processus de médiation, un rapport écrit sera rédigé et reprendra :

- les éléments sur lesquels les parties ont trouvé un accord
- les engagements de chacun, par les parties
- le cas échéant, les points de désaccord.

Le rapport sera signé par les deux parties en présence du médiateur.

Dans l'éventualité où la médiation débouche sur un accord, l'établissement scolaire mettra en place le ou les aménagement(s) raisonnable(s) dans les plus brefs délais.

En cas de désaccord, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent introduire un recours auprès de la Commission de l'Enseignement obligatoire inclusif.

À noter que le rapport écrit mentionne la possibilité de pouvoir introduire ce recours devant la commission de l'enseignement obligatoire inclusif installée auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Le recours se fait par lettre recommandée ou par courrier

électronique avec accusé de réception dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la décision.

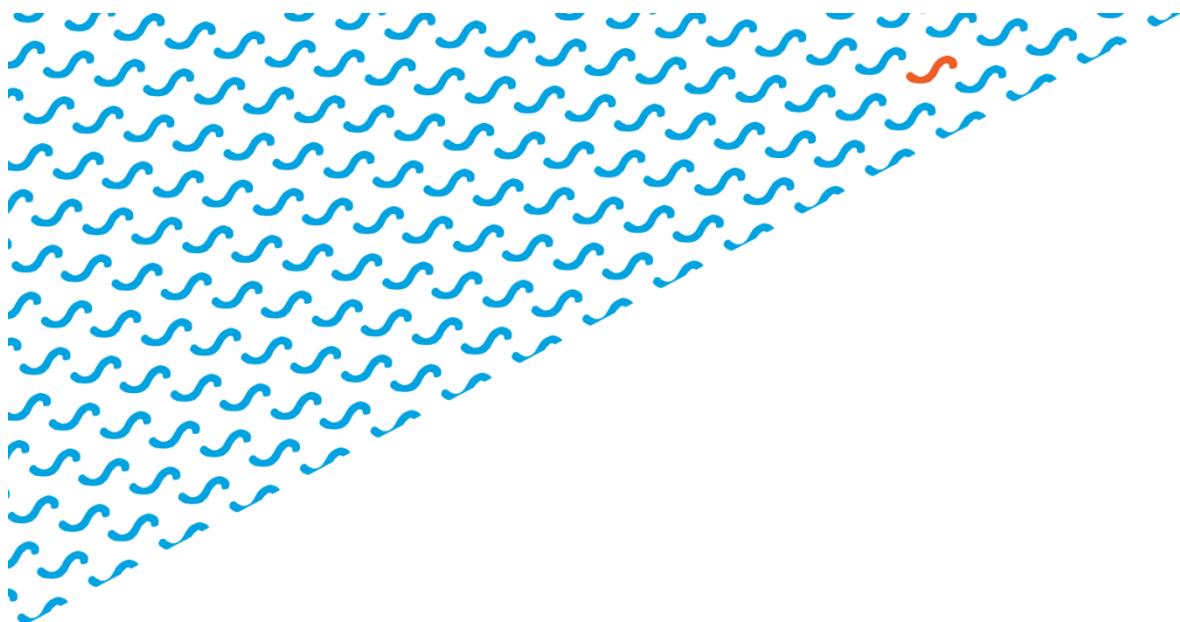
- L'adresse postale : Direction générale de l'Enseignement obligatoire- Commission de l'Enseignement obligatoire inclusif, rue Adolphe Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles
- L'adresse électronique : recours.ar@cfwb.be

Le délai commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la réception du courrier recommandé, la date de la poste ou d'envoi du courriel faisant foi. Une copie du rapport écrit rédigé, au terme de la procédure de conciliation, en présence du médiateur reprenant les points de désaccord est jointe au recours.

La Commission communique sa décision motivée par lettre recommandée aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur dans les trente jours calendrier hors congés scolaires à partir de la réception du courrier.

En ce qui concerne les recours introduits après le 1^{er} juin, la Commission communique sa décision au plus tard le 31 juillet de la même année.

En cas de décision favorable à l'élève, cette décision revêt un caractère contraignant pour l'établissement.



TROISIÈME PARTIE

L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

ESENCA

Troisième partie : L'enseignement spécialisé

Qu'est-ce que l'enseignement spécialisé ?

Qu'est-ce que l'enseignement spécialisé ?

L'enseignement spécialisé poursuit les mêmes objectifs et missions que ceux poursuivis dans l'enseignement ordinaire tout en tenant compte des besoins et des capacités des élèves à besoins plus spécifiques. Certains peuvent présenter un retard mental et/ou un handicap physique ou avoir des troubles des apprentissages ou du comportement.

Cet enseignement est encadré par le Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Il permet aux élèves qui le fréquentent de bénéficier d'un enseignement adapté en raison de leurs besoins spécifiques et de leurs possibilités pédagogiques. L'enseignement spécialisé doit pouvoir répondre à des difficultés d'apprentissage, mais aussi des problèmes de comportement.

Selon le Décret, l'enseignement spécialisé est organisé sur la base de la nature et de l'importance des besoins éducatifs et des possibilités psychopédagogiques des élèves et assure le développement de leurs aptitudes intellectuelles, psychomotrices, affectives et sociales tout en les préparant, selon les cas :

1. À l'intégration dans un milieu de vie ou de travail adapté;
2. À l'exercice de métiers ou de professions compatibles avec leur handicap qui rende possible leur intégration dans un milieu de vie et de travail ordinaire;
3. À la poursuite des études jusqu'au terme de l'enseignement secondaire supérieur tout en offrant des possibilités de vie active¹³.

¹³ Article 2 § 2 du Décret enseignement spécialisé du 3 mars 2004.



Le CPMS (Centre psycho-médico-social)

Le CPMS (Centre psychomédical social)

Tout établissement scolaire est rattaché à un CPMS. Le centre psycho-médico-social est un lieu d'écoute, d'accueil et de dialogue où les parents et les élèves peuvent rencontrer des équipes pluridisciplinaires composées de psychologues, d'assistants sociaux, d'infirmiers sociaux. Ses missions sont de favoriser le bien-être et le développement des potentialités de l'élève.

CPMS= Centre psycho-médico-social

CPMSS= Centre psycho-médico-social spécialisé

Le CPMS est un service public gratuit. Les avis sont donnés à titre consultatif, c'est-à-dire que les parents ou ceux qui exercent l'autorité parentale gardent toujours leur liberté de décision.

Les parents sont invités à demander au CPMS l'évaluation des difficultés rencontrées par leur élève.

Si les parents ne sont pas d'accord avec l'évaluation rendue par le CPMS, ils peuvent s'adresser à un office d'orientation scolaire et professionnelle reconnu dont la liste est publiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles chaque année.

C'est le CPMS qui réalise l'examen multidisciplinaire et le rapport d'inscription pour l'admission dans l'enseignement spécialisé. Il accompagne et informe les parents et les élèves. Il participe également au conseil de classe.

Il oriente et délivre des avis motivés et voit s'il faut réorienter l'élève vers un autre type d'enseignement. Le rapport d'inscription comprend une attestation précisant le type d'enseignement préconisé.

À la suite des conclusions de l'examen tri disciplinaire, c'est-à-dire l'examen psycho-médico-social, pratiqué par un CPMS, l'élève est inscrit avec l'accord des parents dans l'enseignement spécialisé requis.

Les établissements qui dispensent un enseignement spécialisé sont rattachés à un CPMS spécialisé (CPMSS) Les missions de celui-ci sont identiques à celles du CPMS, cependant, les méthodes et techniques utilisées ainsi que l'encadrement s'adaptent aux besoins des élèves en situation de handicap.



Comment se déroule l'organisation dans l'enseignement spécialisé?

Comment se déroule l'organisation dans l'enseignement spécialisé ?

L'enseignement ordinaire ne répond pas toujours aux élèves à besoins spécifiques. C'est pourquoi l'enseignement spécialisé propose une scolarité la plus adaptée possible à leurs besoins.

L'inscription dans l'enseignement spécialisé peut se faire à l'initiative des parents de l'élève (ou de la personne investie de l'autorité parentale) suite à un avis d'orientation d'un CPMS ou d'un centre agréé. Un examen pluridisciplinaire est alors réalisé par :

- Le CPMS (Centre Psycho-Médico-Social) de l'école d'origine ou par un organisme agréé (ex. : centre de guidance) pour les types 1, 2, 3, 4, 5 et 8.
- Un médecin spécialiste ou le CPMS de l'école d'origine pour les types 6 et 7.

Une attestation est alors produite par le CPMS d'origine ou l'organisme habilité pour **préciser le type d'enseignement adapté** aux besoins de l'élève. Les élèves ne peuvent être inscrits que dans des écoles organisant le type d'enseignement repris sur leur attestation d'orientation.

À noter que l'inscription dans l'enseignement spécialisé peut se faire à n'importe quel moment dans l'année scolaire¹⁴.

Durant toute sa scolarité, l'élève sera amené à être réévalué pour voir si l'enseignement qu'il fréquente répond toujours à ses besoins. C'est d'ailleurs pour cette raison que le CPMS est présent lors des conseils de classe.

Dans certains types d'enseignement, il est possible qu'à un moment donné l'élève soit réorienté vers l'enseignement ordinaire.

Si à un moment donné, les parents souhaitent que leur élève ne fréquente plus l'enseignement spécialisé, le CPMS, comme c'est le cas au moment de l'inscription dans l'enseignement spécialisé, doit rédiger un rapport. Même si celui-ci justifie le fait que l'enseignement spécialisé est nécessaire pour l'élève, les parents peuvent faire le choix de retirer leur élève de l'école spécialisée contre l'avis du CPMS. Seul le CPMS est amené à décider quel type d'enseignement il souhaite voir fréquenter l'élève. Cependant, une fois le choix fait, les parents de l'élève devront faire les démarches pour trouver une école.

¹⁴ Circulaire 8226, p.194



Comment est organisé l'enseignement spécialisé ?

Comment est organisé l'enseignement spécialisé ?

Les différents types et formes de l'enseignement spécialisé

L'enseignement spécialisé se scinde en plusieurs types d'enseignement. Chaque type est adapté aux besoins des élèves en fonction de leur handicap :

- Type 1 : Retard mental léger
- Type 2 : Retard mental modéré à sévère
- Type 3 : Troubles du comportement
- Type 4 : Déficiences physiques
- Type 5 : Élèves malades et/ou convalescents¹⁵
- Type 6 : Déficiences visuelles
- Type 7 : Déficiences auditives
- Type 8 : Troubles de l'apprentissage

L'enseignement spécialisé **de type 1** s'adresse aux élèves qui sont atteints d'une arriération mentale légère ; ce type d'enseignement n'est pas organisé au niveau maternel.

L'enseignement spécialisé **de type 2** concerne les élèves qui ont une déficience mentale modérée à sévère. Ils présentent un grand retard de développement intellectuel ou psychomoteur.

Les élèves qui fréquentent l'enseignement spécialisé **de type 3** souffrent d'instabilité affective qui engendre des perturbations au niveau de la concentration, ce qui ne leur permet pas de suivre l'enseignement ordinaire. Certains présentent également des cas de troubles psychologiques graves.

Le type 4 concerne les élèves qui sont atteints d'infirmités physiques périnatales ou acquises. Ces élèves fréquentent l'enseignement spécialisé parce que leur handicap nécessite de soins médicaux et paramédicaux réguliers. Néanmoins, certains élèves présentant ces caractéristiques peuvent fréquenter l'enseignement ordinaire moyennant quelques aménagements et un soutien spécifique.

Le type 5 est ouvert aux élèves malades, hébergés soit en institution de cure de longue durée, soit en hôpital pour des séjours plus brefs, mais risquant de provoquer des retards préjudiciables dans leur scolarité. Les programmes d'études doivent évidemment rester étroitement liés aux exigences de l'enseignement d'où vient et où doit retourner l'élève.

¹⁵ En clinique, hôpital ou en institution médico-sociale reconnue par les Pouvoirs Publics.

Cependant, certaines affections graves imposant des traitements de longue durée exigent une pédagogie appropriée.

L'enseignement spécialisé **de type 6** concerne les élèves ayant une déficience au niveau de la vue (cécité totale ou troubles de la vision sérieux, mais plus limités).

L'enseignement spécialisé **de type 7** reprend les élèves présentant un handicap auditif et/ou une carence importante de la communication.

Le **type 8** concerne les élèves présentant des troubles instrumentaux tels que la dyslexie, la dysorthographie, la dysphasie et la dyscalculie.

Les élèves peuvent être inscrits dans l'enseignement spécialisé dès l'âge de deux ans et demi et jusqu'à 21 ans. L'enseignement est divisé en niveaux maternel, primaire et secondaire.

Les degrés de maturité (enseignement primaire)

Niveau maternel

Le type 1 (retard mental léger) et le type 8 (troubles de l'apprentissage) ne sont pas organisés au niveau de l'enseignement spécialisé maternel.¹⁶

L'élève peut être inscrit dès l'âge de deux ans et demi jusqu'à ses 6 ans sur base d'un rapport précisant le type d'enseignement spécialisé qui correspond aux besoins de l'élève et qui est dispensé dans l'établissement.

Niveau primaire

L'enseignement spécialisé **primaire** est organisé en 4 degrés de maturité. Les degrés de maturité désignent les stades d'évolution de l'élève. Il franchit les degrés à son rythme suite à l'apprentissage de compétences déterminées.

L'élève peut fréquenter l'enseignement spécialisé primaire de 6 à 15 ans.¹⁷ En fonction des degrés de maturité, les objectifs à atteindre sont différents si l'on se trouve dans l'enseignement spécialisé de type 2 ou dans les autres types d'enseignements.

Ainsi, pour le type 2 :

- Maturité I : niveaux d'acquisition de l'autonomie et de la socialisation
- Maturité II : niveaux d'apprentissages préscolaires
- Maturité III : éveil des premiers apprentissages scolaires (initiation)
- Maturité IV : approfondissements

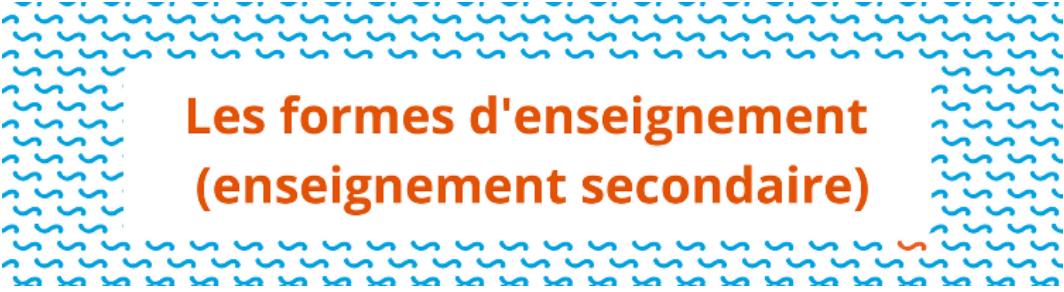
Pour les autres types d'enseignement (types 1-3-4-5-6-7-8) :

- Maturité I : niveaux d'apprentissages préscolaires
- Maturité II : éveil des apprentissages scolaires

¹⁶ Article 9 du Décret 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

¹⁷ Possibilité après 13 ans de demander une année de dérogation

- Maturité III : maîtrise et développement des acquis
- Maturité IV : utilisation fonctionnelle des acquis selon les orientations envisagées



Les formes d'enseignement (enseignement secondaire)

Les formes d'enseignement (enseignement secondaire)

Au niveau de l'enseignement secondaire, il existe, en plus des différents types, 4 formes d'enseignement adaptées au profil de chaque élève et composées d'une, deux ou trois phases.

Enseignement de forme 1 – Enseignement d'adaptation sociale

La forme 1 concerne les jeunes qui ne sont capables d'acquérir qu'une autonomie relative dans un milieu de vie protégé. Cette forme d'enseignement vise à permettre au jeune d'acquérir le plus d'autonomie possible. Elle vise une formation sociale rendant possible l'insertion en milieu de vie protégé.

Enseignement de forme 2 – Enseignement d'adaptation sociale et professionnelle

Les jeunes qui ont un handicap modéré se verront orientés vers l'enseignement spécialisé de forme 2. Cette forme vise à donner une formation générale et professionnelle afin de rendre possible l'insertion en milieu de vie et/ou de travail protégé.

Le milieu protégé de travail est destiné aux personnes en situation de handicap qui ne peuvent travailler dans un milieu dit ordinaire. Dans ce cas, des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) leur permettent d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs possibilités.

Enseignement de forme 3 – Enseignement professionnel

En fréquentant la forme 3, le jeune accédera à une insertion socioprofessionnelle. En effet, cette forme d'enseignement vise à donner une formation générale, sociale et professionnelle.

Tous les élèves terminant la 2^e phase de la forme 3 obtiennent le CEB, quel que soit le type d'enseignement.

Depuis le 1^{er} septembre 2019, les élèves ayant une attestation d'orientation de type 8 peuvent être scolarisés dans l'enseignement spécialisé secondaire de forme 3 visant l'obtention d'un certificat de qualification s'ils n'ont pas obtenu le CEB. Pour ce faire, l'élève doit avoir fréquenté le type 8 primaire ou avoir réalisé une année d'intégration permanente totale dans le primaire ordinaire, sans avoir obtenu son CEB.



Enseignement de forme 4 – Enseignement général, technique, artistique ou professionnel

Cette forme correspond à l'enseignement secondaire ordinaire avec un encadrement différent, une méthodologie adaptée et des outils spécifiques.

La forme 4 permet un enseignement de transition et de qualification ; il a les mêmes programmes que ceux utilisés dans l'enseignement secondaire ordinaire général, artistique, technique et professionnel. Cette forme d'enseignement permet au jeune, s'il le souhaite, de suivre des études post secondaires.

Tableaux récapitulatifs

Les types d'enseignement en maternelle-primaire-secondaire

	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	Type 5	Type 6	Type 7	Type 8
Maternel		X	X	X	X	X	X	
Primaire	X	X	X	X	X	X	X	X
Secondaire	X	X	X	X	X	X	X	X

Les formes d'enseignement par type en secondaire

	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	Type 5	Type 6	Type 7	Type 8
Forme 1		X	X	X	X	X	X	X
Forme 2		X	X	X	X	X	X	X
Forme 3	X		X	X	X	X	X	X
Forme 4			X	X	X	X	X	X





Qui retrouve-t-on dans l'enseignement spécialisé ?

Qui retrouve-t-on dans l'enseignement spécialisé ?

L'élève qui fréquente l'enseignement spécialisé, tout comme dans l'enseignement ordinaire, acquiert des compétences qui lui permettent d'avancer et de grandir.

Les principaux objectifs de l'enseignement spécialisé sont :

- Permettre à l'élève d'acquérir des apprentissages scolaires de base ainsi qu'une qualification professionnelle en fonction de ses capacités.
- Assurer à l'élève une observation ainsi qu'une évaluation continue de son évolution.

C'est pour atteindre ces objectifs que l'enseignement spécialisé offre à l'élève un encadrement renforcé pour permettre l'individualisation de l'apprentissage.

Une école d'enseignement spécialisé est composée d'équipes pluridisciplinaires qui permettent aux élèves de travailler dans les domaines où ils rencontrent des difficultés. Ainsi, la logopède travaillera sur l'acquisition du langage, la puéricultrice sur l'acquisition de l'autonomie.

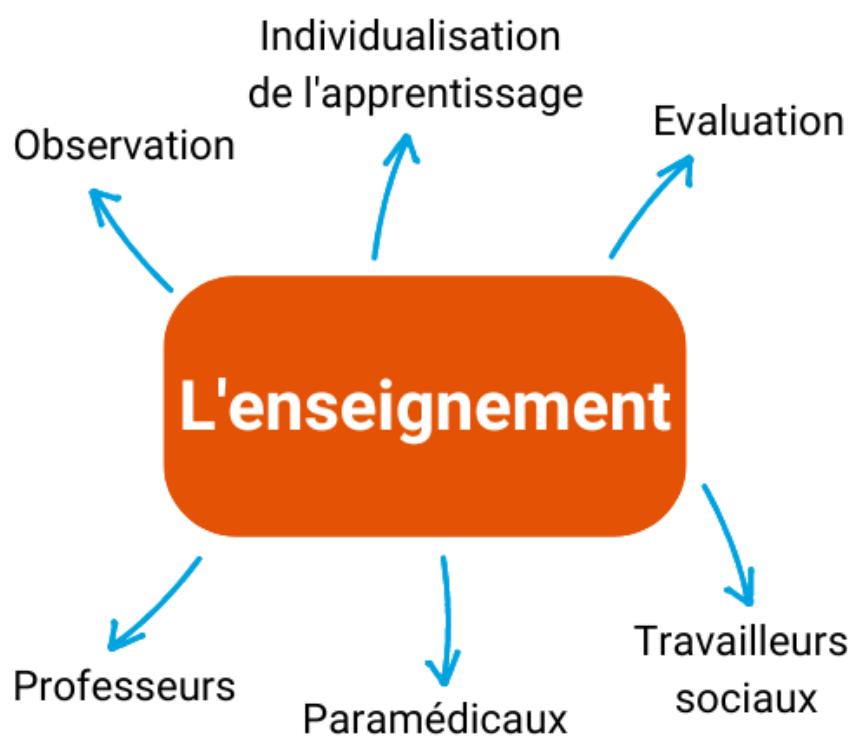
Les équipes pluridisciplinaires sont composées de :

- Professeurs,
- Paramédicaux (logopèdes, kinésithérapeutes, puéricultrices, orthoptistes, ergothérapeutes)
- Travailleurs sociaux (assistants sociaux, psychologues)

Ces équipes sont également différentes suivant le type d'enseignement spécialisé, mais également suivant le niveau de maturité des élèves.

Les approches éducatives et pédagogiques rencontrées dans l'enseignement spécialisé visent à permettre à l'élève de développer son autonomie, en tenant compte de ses capacités.







Le plan individuel d'apprentissage

Le plan individuel d'apprentissage

Chaque élève inscrit dans l'enseignement spécialisé possède un Plan individuel d'Apprentissage (PIA), c'est-à-dire un dossier de suivi individuel qui est alimenté tout au long de sa scolarité. La mise en place de ce PIA est obligatoire et l'élève est pris en charge par une équipe pluridisciplinaire.

Le Décret organisant l'enseignement spécialisé définit le Plan individuel d'Apprentissage (PIA) comme « un outil méthodologique élaboré pour chaque élève et ajusté durant toute sa scolarité par le Conseil de classe, sur la base des observations fournies par ses différents membres et des données communiquées par l'organisme de guidance des élèves. Il énumère des objectifs particuliers à atteindre durant une période déterminée. C'est à partir des données du P.I.A. que chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire met en œuvre le travail d'éducation, de rééducation et de formation »¹⁸.

L'article 32 §9 prévoit que les parents ou titulaires de l'élève puissent participer à l'élaboration du PIA.

Les objectifs du PIA sont :

- De permettre à chaque élève de mieux se connaître et de mieux se situer dans le milieu scolaire et social,
- D'amener l'équipe à mieux connaître l'élève (ses ressources et ses difficultés),
- De fixer des objectifs prioritaires que chacun doit essayer d'atteindre,
- D'accompagner l'élève, de le faire évoluer,
- Évaluer les progrès de l'élève.

Dès l'entrée et l'inscription en enseignement spécialisé de l'élève jusqu'à la première réunion du Conseil de Classe¹⁹, l'équipe pluridisciplinaire relève des informations, des observations, échange avec les parents et l'élève dans le but de permettre la construction d'hypothèses de travail en amont de la rédaction du PIA.

C'est donc le Conseil qui a la mission de produire un PIA pour chaque élève et d'en assurer le suivi tout au long de l'année scolaire²⁰. Lors du premier Conseil de Classe, le titulaire de classe ou le directeur centralise et synthétise les informations recueillies et le PIA est alors établi et communiqué à l'élève et aux parents.

¹⁸ Décret du 3 mars 2004 organisant l'ES

¹⁹ Le Conseil de Classe est composé du directeur, du personnel enseignant, du personnel paramédical et du personnel auxiliaire d'éducation. Il se réunit au moins une fois par trimestre avec l'organisme de guidance.

²⁰ Circulaire 8226 du 23 août 2021 organisant les écoles d'enseignement fondamental spécialisé, chapitre 9, p.163.



Le PIA permet donc de reprendre le parcours scolaire de l'élève, de poursuivre des objectifs définis et d'offrir un accompagnement individualisé. Consultable par tous les acteurs de l'établissement d'enseignement spécialisé (CPMS, conseil de classe, équipe pluridisciplinaire, etc.), le PIA **ne reprend donc pas de données confidentielles**.²¹

²¹ Circulaire 4234 du 12/12/2012 Plan Individuel d'Apprentissage (P.I.A.) – De la démarche au document – Un plan individuel d'apprentissage avec et pour l'élève, p.5.



Le plan individuel de transition

Le plan individuel de transition

Le plan individuel de transition a pour objectif de réduire le fossé entre le monde et la vie adulte.

Il s'agit d'un processus dynamique qui comprend :

- Les caractéristiques du jeune (capacités, aptitudes, compétences et attentes),
- Les demandes et exigences de la vie adulte (secteur de l'emploi, vie associative, centre d'hébergement, centre d'accueil...)
- Un réexamen permanent du plan d'action

Le P.I.T est fortement lié au P.I.A. Il complète la démarche du P.I.A en visant l'inclusion de l'élève dans la vie adulte.

La philosophie générale du P.I.T. est la mise en place d'un projet global de vie future du jeune en essayant de le rendre acteur de son propre avenir.

Cette démarche nécessite une collaboration étroite entre l'école, le jeune et ses parents (ou ses représentants) et le CPMS. Elle s'étendra progressivement aux acteurs du monde adulte. Si le jeune est pris en charge en dehors de son milieu familial, il faut aussi veiller à la collaboration avec les intervenants de ce milieu.

Le P.I.T. a comme approche méthodologique de définir et d'ajuster des actions à des moments clés précisés dans « la ligne du temps » en tenant compte de la globalité du jeune (ses attentes, ses compétences, etc.), de son contexte familial, de son environnement et de la réalité socio-économique locale.

Il est important de conscientiser précocement l'élève et sa famille que l'école ne représente qu'un temps de passage et de les sensibiliser aux réalités de l'insertion dans la vie adulte.

Le rôle de l'école et du CPMS est de les accompagner dans la réflexion et de les informer ou de les mettre en contact avec d'autres services (Associations spécifiques de handicap, Services d'accompagnement, de santé mentale, de conseils juridiques, milieu associatif...) ainsi qu'avec les différentes administrations.

Le P.I.T. met en exergue l'ouverture de l'école sur l'extérieur. Cette ouverture vers la société doit exister tout au long de la scolarité et non seulement lors des stages. Il est important de faire sortir les élèves, mais aussi de faire entrer la société dans l'école.



Après l'enseignement spécialisé

Après l'enseignement spécialisé

Le certificat d'études de base²²

En fréquentant l'enseignement spécialisé, certains élèves pourront, comme dans l'enseignement ordinaire, obtenir un certificat d'études de base.

Le certificat d'études de base s'obtient à la suite à la réussite d'une épreuve externe.

Il est possible de s'y inscrire à la suite de :

- La décision du conseil de classe pour les élèves de l'enseignement spécialisé primaire et secondaire de forme 2
- Réussite de la 2^e phase en forme 3
- La décision des parents d'un élève âgé au moins de 11 ans au 31 décembre de l'année civile de l'épreuve. Ils doivent introduire la demande avant le 30 avril de l'année de l'épreuve via un formulaire disponible sur le site enseignement.be à partir du mois de février.

Il peut également être obtenu suite à :

- la décision d'un conseil de classe
- la réussite de la 2e phase

Il est possible de demander que l'épreuve du CEB soit adaptée à la demande de l'école de l'enseignement ordinaire

Ainsi, le temps de passation de l'épreuve, la mise en page, les conditions de passages, l'utilisation de matériel spécifique peuvent être adaptés.

L'enseignement supérieur

Le Décret relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap du 30 janvier 2014, modifié le 7 février 2019, oblige les établissements d'enseignement supérieur à mettre en place des aménagements raisonnables pour les élèves en situation de handicap tout au long de leurs études.

²² Source : <http://www.enseignement.be/index.php?page=25527&navi=3055>

Les élèves souhaitant poursuivre dans l'enseignement supérieur et bénéficier d'aménagements peuvent s'adresser au Service d'Accueil et d'Accompagnement (SAA) de l'établissement d'enseignement supérieur de son choix.

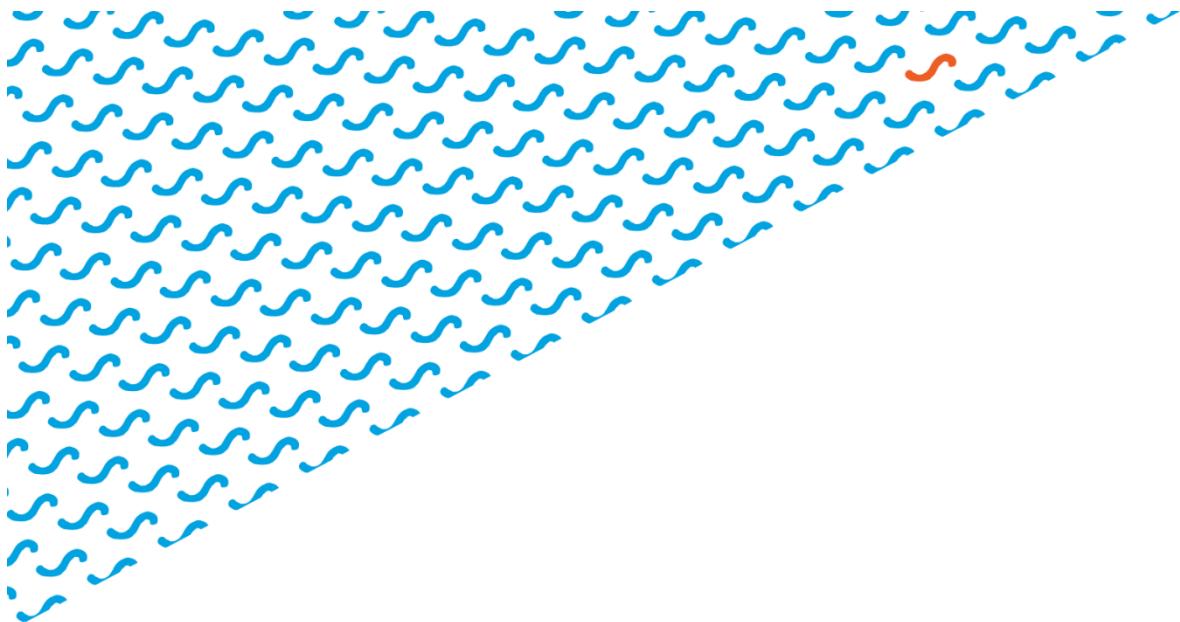
Les SAA ont été institués par le Décret relatif à l'enseignement supérieur inclusif. Chaque établissement d'enseignement supérieur ou pôle académique offre donc ce service.

Les SAA ont pour missions, entre autres de :

- Prendre en charge les demandes des étudiants demandeurs d'aménagements
- Analyser avec les acteurs les besoins matériels, pédagogiques, sociaux, culturels, médicaux et psychologiques de l'étudiant bénéficiaire
- Établir un plan d'accompagnement individualisé qui détermine les aménagements nécessaires

Pour introduire sa demande, l'étudiant doit fournir tout document probant à l'appui de sa demande, notamment :

- Soit la décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap;
- Soit un rapport circonstancié au niveau de l'autonomie du demandeur au sein de l'établissement d'enseignement supérieur établi par un spécialiste dans le domaine médical ou par une équipe pluridisciplinaire.



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Esenca



Transports scolaires

Transports scolaires

En Région wallonne

Sous certaines conditions comme le type d'enseignement spécialisé fréquenté, le type d'intégration en enseignement ordinaire, la distance entre le domicile et l'école... un élève peut bénéficier du transport scolaire. Celui-ci est gratuit entre son domicile et l'établissement scolaire qu'il fréquente.

Pour qu'un élève puisse bénéficier de ce transport scolaire, les parents de l'élève devront prendre contact avec le chef de l'établissement scolaire de leur élève. Ce dernier remettra aux parents un document qu'ils devront remplir. Celui-ci une fois rempli et signé sera transmis au bureau régional du transport scolaire du Service Public de Wallonie (SPW).

Le Service Public Wallonie (SPW) vérifie le droit au transport et si celui-ci est reconnu, le TEC déterminera les conditions de prise en charge qui seront transmises à l'école qui communiquera ensuite les informations pratiques aux parents.

Le TEC déterminera l'heure et le circuit sur lequel l'élève sera pris en charge. Ces renseignements seront ensuite communiqués à l'école, au transporteur.²³.

En Région de Bruxelles-Capitale

Trois modes de transport sont pris en charge financièrement par la Commission communautaire française à savoir :

- Les services de transport public,
- Les circuits spéciaux en bus,
- Le transport individuel.

À noter que la priorité sera donnée à l'utilisation des transports publics.

Le passage du transport spécial au transport public peut se faire dès que l'élève est suffisamment autonome.

²³ Pour plus d'informations sur l'organisation du transport scolaire :

Région Bruxelles-Capitale : [Transport scolaire pour l'enseignement spécialisé > Commission communautaire française \(COCOF\) - Francophones Bruxelles \(ccf.brussels\)](#)

Région Wallonne : [Transport scolaire | Wikiwiph \(aviq.be\)](#)



D doivent utiliser les transports publics (sauf avis motivé du chef d'établissement adressé au service du transport scolaire) :

- Les élèves de plus de 12 ans qui fréquentent l'enseignement primaire spécialisé de type 1, 3, 7 et 8,
- Les élèves âgés de 10 ans et plus, fréquentant l'enseignement primaire spécialisé de type 8 et en maturité IV,
- Les élèves fréquentant l'enseignement secondaire spécialisé de type 1, 3, 7.

Un transport individuel peut être autorisé pour de raisons impérieuses justifiées par la nature du handicap et/ou l'absence d'un service de ramassage spécialisé.

La formule 1 (fiche signalétique de l'établissement) permet de tenir à jour les données relatives à chaque établissement et est essentielle pour évaluer le droit au transport. Elle doit-être dûment complétée et signée.

L'admissibilité au transport scolaire (circuit spécial, transports publics ou individuels) est établie en fonction de l'adresse du domicile de l'élève.

Chaque nouvelle demande est examinée par l'administration sur base des formules A²⁴pour les abonnements, de la fiche élève complétée sur le site Transcoweb pour le circuit spécial et le transport individuel.

La formule B qui est complétée par les parents doit être annexée à la formule A ou être jointe à la fiche élève de Transcoweb²⁵.

²⁴ Formule A- De Lijn, Formule A- SNCB première demande, Formule A- SNCB renouvellement Formule A- Stib remboursement, Formule A- TEC

²⁵ Conseil Supérieur de l'Enseignement aux élèves à besoins spécifiques et le Conseil supérieur de la guidance CPMS, *L'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles pour les élèves à besoins spécifiques, Guide à l'attention des parents*, 2022.





Les fonds régionaux

Les fonds régionaux

Il existe une possibilité de demander certaines aides individuelles à l'intégration auprès des régions (AViQ pour la Région wallonne et Phare pour Bruxelles), dans le cadre de la mise en place des aménagements.

Pour les élèves domiciliés en Région wallonne, c'est l'**AViQ**²⁶(Agence pour une Vie de Qualité) qui est compétente et pour les élèves domiciliés en Région bruxelloise, il s'agira du service **PHARE**²⁷ (Personne Handicapée Autonomie Recherchée) qui favorise l'intégration et intervient dans différentes prestations d'aide à la scolarité.

Lorsque l'élève fréquente l'enseignement ordinaire (avec ou sans projet d'intégration), l'AViQ et PHARE peuvent, sous certaines conditions, apporter une aide :

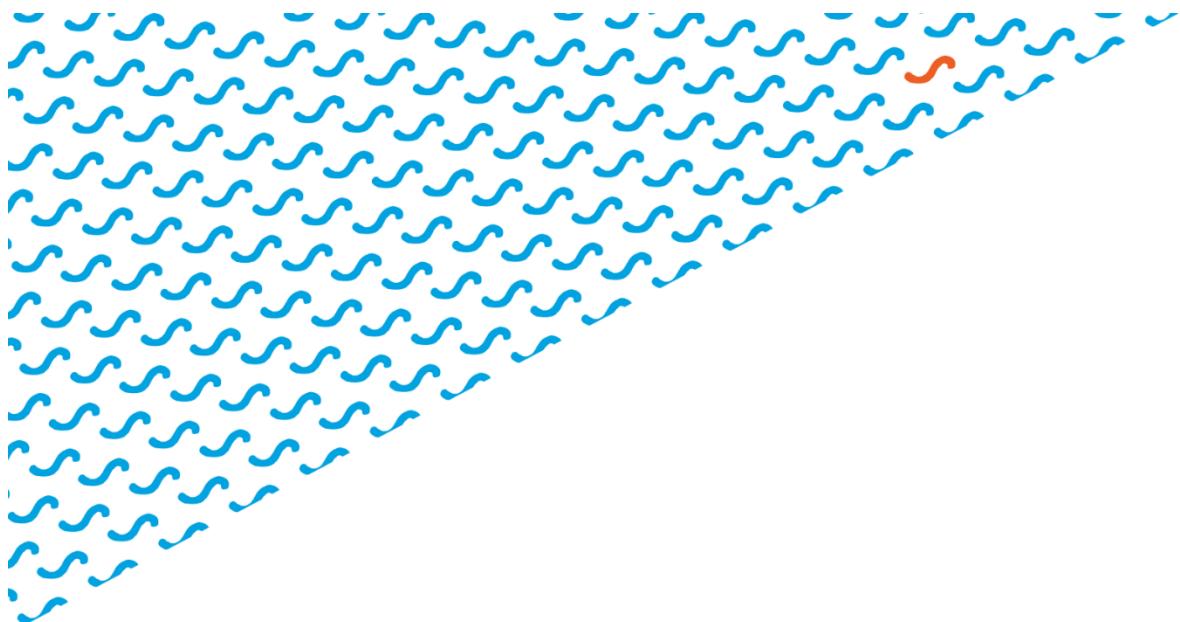
- Intervention dans les frais de matériel nécessaire en classe ou à domicile du fait du handicap (barrette Braille, ordinateur personnel, vidéo loupe, logiciel de communication...);
- Intervention dans les frais de déplacement entre l'école et le domicile;
- Intervention dans les frais de séjour en internat;
- Intervention dans la transcription en braille et d'autres adaptations d'ouvrages.

Les étudiants avec une déficience qui fréquentent l'enseignement supérieur ou universitaire ou qui suivent une formation qualifiante pour adultes peuvent obtenir sous certaines conditions une intervention dans les frais d'accompagnement pédagogique (explications orales, répétitions, tutelle scientifique, interprétation en langue des signes).

²⁶ <https://www.aviq.be/fr/aides-individuelles-lintegration>

²⁷ <https://phareirisnet.be/aides-%C3%A0-l-inclusion/aides-individuelles/les-aides-individuelles-%C3%A0-l-int%C3%A9gration/>





ANNEXES, COORDONNÉES ET RÉFÉRENCES

Esenca



Coordonnées

Coordonnées

Coordinnées des CPMS et des CPMSS

L'annuaire des CPMS-CPMSS est consultable, sur le site suivant :
<http://www.enseignement.be/index.php?page=26028>

L'établissement scolaire que fréquente votre élève est rattaché à un CPMS. N'hésitez donc pas à contacter cet établissement scolaire.

Si votre élève fréquente déjà l'enseignement spécialisé, l'établissement scolaire est rattaché à un CPMS Spécialisé.

L'annuaire des établissements d'enseignement spécialisé est consultable via le lien suivant : <http://www.enseignement.be/index.php?page=26037&navi=2397>

Listes des pôles territoriaux :

<http://www.enseignement.be/index.php?page=28585&navi=4908#:~:text=Les%20p%C3%B4les%20territoriaux%2C%20cr%C3%A9%C3%A9s%20dans,des%20%C3%A9coles%20%C3%A9cologiques%20besoins%20sp%C3%A9cifiques>

Unia

Adresse : Place Victor Horta, 40 boîte 40
1060 Saint-Gilles

Téléphone : 0800 12 800 (depuis la Belgique) ou +32 (0)2 212 30 00 (depuis l'étranger)

Site : <https://www.unia.be/fr/contacter-unia>

La liste des pôles territoriaux

[Enseignement.be - Pôles territoriaux : vers une école inclusive](#)





Annexes

Annexes

- Le protocole fixant les modalités et les limites des aménagements raisonnables -page 10 à 13
https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/45382_000.pdf
- L'annexe 2 : (A : 1^{re} partie - B : 2^e partie – C : 3^e partie) – pages 207 à 211
https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/48796_000.pdf
- L'annexe 4 : Bilan d'intégration – page 214-215
https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/48796_000.pdf
- L'annexe 10 : demande de transmission des informations concernant un élève en intégration permanente totale au-delà du 30 septembre de l'année scolaire en cours pour laquelle est prévue l'intégration. – page 221
[48796_000.pdf \(cfwb.be\)](#)





Références

Références

Fédération Wallonie – Bruxelles : Les indicateurs de l'enseignement en 2021 :

<http://enseignement.be/index.php?page=28584&navi=4904#:~:text=L%C3%A9dition%202020%20des%20indicateurs,le%20fonctionnement%20du%20syst%C3%A8me%20%C3%A9ducatif.>

La circulaire 7221 : le plan individuel de transition

[FWB - Circulaire 7221 \(7465_20190705_095526\).pdf \(enseignement.be\)](FWB - Circulaire 7221 (7465_20190705_095526).pdf (enseignement.be))

La circulaire 7689 :

http://www.enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=7944

Unia : Unia.be, quels sont aménagement raisonnable ?

<https://www.unia.be/fr/domaines-daction/enseignement/que-sont-les-amenagements-raisonnables#:~:text=Les%20am%C3%A9nagements%20raisonnables%20permettent%20aux,personne%20en%20situation%20de%20handicap.>

Fédération Wallonie-Bruxelles : typologie des aménagements raisonnables

http://www.enseignement.be/index.php?page=23827&do_id=14744&do_check=YAHMFPO_TWV

La circulaire 8226

http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8481

Décret relatif à l'enseignement supérieur inclusif du 30 janvier 2014

https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/39922_000.pdf

Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

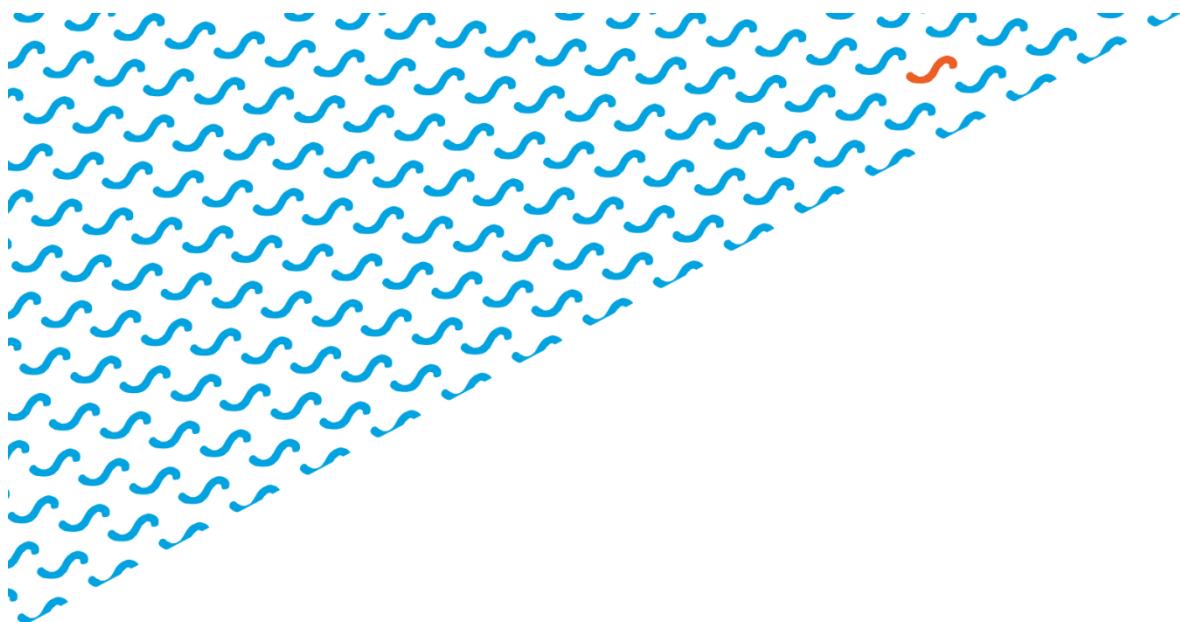
https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/28737_018.pdf

Circulaire 8111, Information sur les principes des « pôles territoriaux » et modalités d'introduction des dossiers de candidature pour l'obtention d'un poste de coordonnateur,

https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/48681_000.pdf

Service Public Francophone Bruxellois : circulaire relative au transport scolaire des élèves fréquentant les établissements d'enseignement spécialisé situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, pour l'année scolaire 2021-2022

<https://ccf.brussels/download/circulaire-transport-scolaire-2021-2022/?wpdmdl=21586&masterkey=614c4f61981d4>



Esenca

ESENCA



Esenca

Esenca - anciennement ASPH, Association Socialiste de la Personne Handicapée - défend les personnes en situation de handicap et/ou atteintes de maladie grave et invalidante, quels que soient leur âge ou leur appartenance philosophique.

Véritable syndicat des personnes en situation de handicap depuis plus de 100 ans, Esenca agit concrètement pour **faire valoir les droits de ces personnes** : lobby politique, lutte contre toutes formes de discriminations, campagnes de sensibilisations, services d'aide et d'accompagnement, etc.

Nos missions

- Conseiller, accompagner et défendre les personnes en situation de handicap, leur famille et leur entourage
- Militier pour plus de justice sociale
- Informer et sensibiliser le plus largement possible sur les handicaps et les maladies graves et invalidantes
- Informer le public sur toutes les matières qui le concernent
- Promouvoir l'accessibilité et l'inclusion dans tous les domaines de la vie

Nos services

Un contact center

Pour toute question sur le handicap ou les maladies graves et invalidantes, composez le **02 515 19 19** du lundi au vendredi de 8 h à 12 h ou via esenca.contactcenter@solidaris.be

Handydroit®

Service de défense en justice auprès des juridictions du Tribunal du Travail. Handydroit® est compétent pour les matières liées aux allocations aux personnes handicapées, aux allocations familiales majorées, aux reconnaissances médicales, aux décisions de remise au travail et aux interventions octroyées par les Fonds régionaux.

Handyprotection

Pour toute personne en situation de handicap ou avec une maladie grave et invalidante, Esenca dispose d'un service technique spécialisé dans le conseil, la guidance et l'investigation dans le cadre des législations de protection de la personne handicapée.

Cellule Anti-discrimination

Esenca identifie les discriminations relatives au handicap et en assure le suivi : interpellations, médiation, recherche de solutions avec la personne concernée, etc.

Esenca est par ailleurs un point d'appui UNIA en ce qui concerne les situations discriminantes « handicap » afin d'introduire un signalement (plainte). Ex. : votre compagnie d'assurance vous refuse une couverture, car vous êtes atteint d'une maladie chronique ? Elle vous propose une surprime ? Elle supprime votre police familiale en raison du handicap de votre élève ou de votre partenaire ? Faites-nous-en part, nous assurerons le relais de votre situation.

Handyaccessible

Notre association dispose d'un service en accessibilité compétent pour :

- Effectuer des visites de sites et proposer des aménagements adaptés
- Analyser des plans et vérifier si les réglementations régionales sont respectées
- Auditer les festivals et bâtiments selon les normes « Access-i »
- Proposer un suivi des travaux pour la mise en œuvre de l'accessibilité

Contact Secrétariat général

Rue Saint-Jean 32-38, 1000 Bruxelles - Tél. : 02/515 02 65 - Fax : 02/515 06 58

www.esenca.be • esenca@solidaris.be

Nos entités territoriales

Brabant

Rue du Midi 111, 1000 Bruxelles - 02/546 14 42

Brabant Wallon

Chaussée de Bruxelles 5, 1300 Wavre - 010/84 96 45

Centre, Charleroi & Soignies

Place Charles II 24 14, 6000 Charleroi - 071/50 78 14

Liège

Rue Douffet 36, 4020 Liège - 04/341 63 06

Luxembourg

Place de la Mutualité 1, 6870 Saint-Hubert - 061/23 11 52

Mons Wallonie picarde

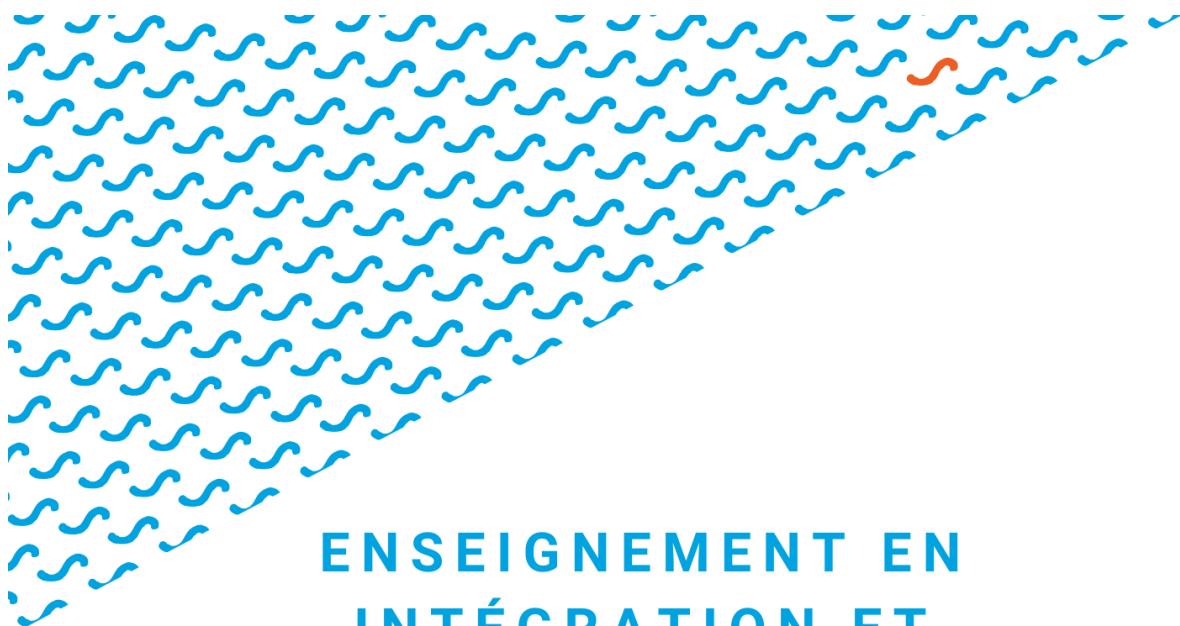
Avenue des nouvelles technologies 24, 7000 Mons - 068/84 82 89

Namur

Chaussée de Waterloo 182, 5002 Saint-Servais - 081/77 78 00



POUR UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE, SOLIDAIRE ET ACCESSIBLE



ENSEIGNEMENT EN INTÉGRATION ET SPÉCIALISÉ

Le guide pour y voir plus clair !



www.esenca.be



02 515 02 65



Place Saint-Jean 1-2, 1000 Bruxelles

Avec le soutien de :

